

négoier pour le moment directement avec le ministre ou le premier ministre, mais d'agir plutôt par l'entremise de fonctionnaires. C'est ce qu'a préféré l'Alberta. Cela étant, je ne vois pas en quoi le député peut reprocher au premier ministre de s'être rendu à l'étranger, ou encore au gouvernement d'avoir décidé unilatéralement d'établir un cadre de travail à l'intérieur duquel on puisse élaborer une stratégie industrielle, stratégie réclamée par le député, semble-t-il autant que par le gouvernement.

Au contraire des néo-démocrates, les conservateurs ne se permettent pas le même luxe de nous révéler ce qui se serait produit s'ils détenaient le pouvoir, car ils ont déjà eu la possibilité de faire quelque chose, et en décembre dernier, ils ont mis par écrit—et je vous en reparlerai—combien le gallon d'essence coûterait aux habitants de Toronto, pour chacune des quatre prochaines années, si leur politique était mise en vigueur. Le ministre des Finances (M. MacEachen) a exposé le programme énergétique national dans son budget et il y a également établi le calendrier de l'augmentation des prix de l'essence, toujours à Toronto, pour les quatre années à venir.

M. Siddon: Le mazout de chauffage est-il compris?

M. Kaplan: Oui. A l'autre extrémité du tableau, on parle du mazout et je remercie mon honorable collègue de nous l'avoir mentionné car je n'ai pas le temps de vous citer les chiffres.

M. Siddon: Ils sont très révélateurs.

M. Kaplan: Oui, ils le sont, et notamment pour le mazout. L'énergie coûtera aux consommateurs canadiens, au cours des quatre prochaines années, 40 milliards de dollars de moins grâce au programme énergétique national, qu'il ne leur en aurait coûté pour la même période si le gouvernement conservateur était resté au pouvoir et avait appliqué son programme.

M. Siddon: Déposez les chiffres. C'est faux.

M. Kaplan: Le prochain orateur libéral va donner les chiffres sur le mazout mais je peux comparer les prix sur l'essence. Je déplore que les néo-démocrates n'aient pas voulu nous dire comment ils s'attaqueraient à ce problème très épineux. Si l'on compare le budget de 1979 au programme énergétique national du gouvernement on constate que les consommateurs auraient payé l'essence livrée à Toronto \$1,56 en 1981 en vertu du budget conservateur et qu'ils vont la payer \$1,36 en vertu du programme énergétique national. En 1982, ils l'auraient payée \$1,75 alors qu'ils la paieront \$1,53. En 1983, ils l'auraient payée \$2,32 si les Conservateurs étaient restés au pouvoir. Ils la paieront \$1,71. Dans quatre ans, ils auraient payé le gallon \$2,63 si les Conservateurs étaient restés au pouvoir mais en vertu du programme énergétique national, ils vont la payer \$1,95 ce qui fait une différence de presque 75 cents. Au total cela représente pour les consommateurs une économie de 40 milliards de dollars. Or, à entendre les porte-parole de l'Ouest et à lire les journaux on a l'impression que ces quarante milliards d'économie, c'est de l'argent que les gouvernements provinciaux auraient normalement dû toucher.

Cependant, et vous ne l'ignorez pas, tel n'est pas le cas. Le programme énergétique national n'a pas pour but de réduire sensiblement la part des gouvernements provinciaux. En fait, la somme de 40 milliards qu'ils auraient retiré du programme conservateur, équivaut à peu près à celle qu'ils retireront du programme énergétique national du gouvernement libéral. La province de l'Alberta, dont la population est moins nombreuse

Administration du pétrole—Loi

que celle du Toronto métropolitain, au cours des quatre prochaines années bénéficiera d'une hausse de revenus de 31 milliards, la Saskatchewan de 3,2 milliards et la Colombie-Britannique de 3,6 milliards. Je ne nie pas qu'il existe dans l'Ouest un sentiment d'aliénation. Je sais qu'il existe et qu'il est réel, mais de toute évidence, c'est à tort que les gouvernements provinciaux s'en prennent au programme énergétique national, parce qu'il leur offre pratiquement le même montant que le budget conservateur.

Ce programme tient aussi compte de l'intérêt national. Je n'ai pas le temps de m'attarder là-dessus, mais le gouvernement subventionne la conversion à d'autres sources d'énergie que le fuel domestique, les travaux de prospection et de mise en valeur des ressources, la construction du pipe-line et des installations connexes, les stimulants industriels, l'exploitation de sources d'énergie nouvelles et de nombreuses autres initiatives qui ont été énoncées dans le budget. Le budget tient compte de l'intérêt national et offre des subventions à l'échelle nationale pour stimuler ces domaines.

Si les gouvernements provinciaux n'y perdent pas, si le pays continue d'en tirer des avantages et si les consommateurs font une bien meilleure affaire, il y a lieu de se demander qui paie pour tout ça. Bien entendu, la réponse saute aux yeux si l'on examine les cours de la Bourse dernièrement dans le secteur gazier et pétrolier. Il ne fait aucun doute que le secteur du pétrole et du gaz ne tirera pas du programme énergétique national les bénéfices qu'il aurait tiré du programme conservateur. Cela est particulièrement vrai dans le cas des multinationales. Il obtiendra moins. Il ne s'agit pas de se demander combien il obtiendra de moins, car la somme dont il bénéficiera continuera à représenter un stimulant. Toutefois, on peut se demander pourquoi ce secteur qui a reçu tant de stimulants du gouvernement a payé si peu d'impôt fédéral au cours des 40 ou 45 ans où ces entreprises ont été en activité au Canada. C'est là une question plus importante et plus intéressante. On peut trouver dans nos annales la réponse à cette question et il faut remonter à une époque bien antérieure à presque tous les députés qui siègent ici et j'appuie sur les «presque tous».

● (1640)

M. Knowles: Parlez pour vous-même.

M. Kaplan: A cette époque, pour encourager la mise en valeur de certains gisements découverts dans l'Ouest, des stimulants étaient offerts et ils étaient analogues à mon avis à ceux qui étaient accordés aux États-Unis. Nous avons cru que si nous n'étions pas aussi généreux que les Américains à l'endroit du secteur du pétrole et du gaz, ces entreprises ne viendraient pas s'établir chez nous. Parce que nous tenions à les avoir, parce que ce genre de technologie, de connaissances spécialisées et de capitaux étaient rares et précieux, nous étions prêts à leur faire des conditions très, très avantageuses.

Mais nous devons maintenant nous préoccuper de l'intérêt national et c'est ce que fait le programme énergétique national en assurant des encouragements réalistes et, à mon avis, efficaces. Je doute que les multinationales veuillent vraiment quitter le Canada. Elles continueront d'y trouver des avantages qui les retiendront ici. Mais nous avons modifié les stimulants de façon à favoriser et à encourager la participation des capitaux canadiens. Plus l'industrie sera canadienne, plus elle sera encouragée à rester au Canada et à développer le secteur du pétrole et du gaz.